

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

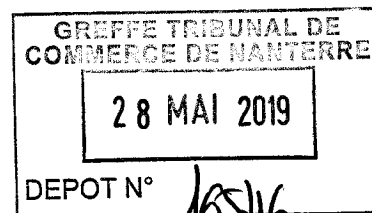
Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2008 B 02007

Numéro SIREN : 503 185 001

Nom ou dénomination : MONEXT

Ce dépôt a été enregistré le 28/05/2019 sous le numéro de dépôt 16546



MONEXT

5 PLACE DE LA PYRAMIDE

92088 PARIS LA DEFENSE Cedex

Comptes au 31/12/2018



Thierry DUBREZ
Président du Directoire.

A large, stylized handwritten signature in black ink.

- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

Règles et méthodes comptables Monext 2018	8
Immobilisations	15
Amortissements	16
Provisions et dépréciations	17
Créances et dettes	18
Composition du capital social	19
Variation des capitaux propres	20
Ventilation du chiffre d'affaires	21

Comptes annuels

Bilan - Actif

Déclaration au 31/12/2018

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2018	31/12/2017
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	19 669 229	18 423 053	1 246 176	1 551 220
Fonds commercial	38 654 685	491 226	38 163 460	38 163 460
Autres immobilisations incorporelles	24 087 835	20 459 179	3 628 656	3 492 443
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	275 000		275 000	275 000
Constructions	3 606 966	2 357 385	1 249 580	1 384 720
Installations techniques, matériel, outillage	19 210 733	16 755 819	2 454 913	2 960 944
Autres immobilisations corporelles	7 269 931	6 771 690	498 241	594 685
Immobilisations en cours	232 385		232 385	7 385
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	35 010		35 010	35 010
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	249 462		249 462	234 845
ACTIF IMMOBILISE	113 291 236	65 258 352	48 032 883	48 699 711
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	180 000	180 000		
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	23 086 550	623 519	22 463 031	20 762 458
Autres créances	1 855 311	178 967	1 676 344	3 594 599
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	39 541 596		39 541 596	33 749 946
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	2 753 618		2 753 618	2 719 489
ACTIF CIRCULANT	67 417 075	982 486	66 434 588	60 826 492
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	4 359		4 359	3 146
TOTAL GENERAL	180 712 669	66 240 839	114 471 831	109 529 349

Bilan - Passif

Déclaration au 31/12/2018

Rubriques	31/12/2018	31/12/2017
Capital social ou individuel (dont versé : 63 968 410)	63 968 410	63 968 410
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1	1
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)	2 773 586	2 341 477
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	6 822 724	6 822 724
Report à nouveau	9 387 142	8 492 129
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	82 951 863	81 624 741
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
	13 979	121 755
Provisions pour risques	3 755 092	3 670 576
Provisions pour charges		
PROVISIONS	3 769 071	3 792 332
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	8 000	8 000
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION	6 172 988	5 576 584
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 067 521	14 433 032
Dettes fiscales et sociales		
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 345 095	1 001 042
Autres dettes		
COMPTES DE REGULARISATION	4 157 292	3 093 618
Produits constatés d'avance		
DETTES	27 750 896	24 112 276
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	114 471 831	109 529 349

Compte de résultat

Déclaration au 31/12/2018

Rubriques	France	Exportation	31/12/2018	31/12/2017
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	64 784 369	10 748 449	75 532 818	69 501 153
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	64 784 369	10 748 449	75 532 818	69 501 153
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			1 579 560	1 253 199
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			379 336	613 702
Autres produits			25	46 685
PRODUITS D'EXPLOITATION			77 491 740	71 414 739
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			520 746	611 771
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			4 760	
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes				
Impôts, taxes et versements assimilés			24 475 083	21 426 907
Salaires et traitements			2 081 816	2 188 028
Charges sociales			20 035 282	17 709 157
DOTATIONS D'EXPLOITATION			9 306 615	8 563 556
Sur immobilisations : dotations aux amortissements				
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			4 398 554	5 136 130
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions			260 836	200 859
Autres charges			386 729	473 997
			891 375	882 403
CHARGES D'EXPLOITATION			62 361 798	57 192 809
RESULTAT D'EXPLOITATION			15 129 942	14 221 930
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			11 729	11 278
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			37 500	42 537
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			85 057	201 292
Différences positives de change			32	252
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			134 318	255 359
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées				59
Différences négatives de change			1 058	612
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				13
CHARGES FINANCIERES			1 058	685
RESULTAT FINANCIER			133 261	254 675
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			15 263 203	14 476 605

Compte de résultat

Déclaration au 31/12/2018

Rubriques	31/12/2018	31/12/2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	328 943	16
Produits exceptionnels sur opérations en capital	44 860	44 860
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	373 803	44 876
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	54 487	42 088
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	7 449	5 815
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	29 827	29 827
CHARGES EXCEPTIONNELLES	91 763	77 730
RESULTAT EXCEPTIONNEL	282 041	-32 854
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	1 621 865	1 915 993
Impôts sur les bénéfices	4 536 237	4 035 629
TOTAL DES PRODUITS	77 999 861	71 714 975
TOTAL DES CHARGES	68 612 719	63 222 846
BENEFICE OU PERTE	9 387 142	8 492 129

Annexes

1. Faits marquants

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Evénements post clôture :

Il n'y a pas d'événement post clôture.

2. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis conformément aux normes comptables définies par le Plan Comptable Général et selon la réglementation en vigueur résultant des arrêtés des comités de la réglementation comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :
Continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels applicables en France.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2-1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production pour les projets immobilisés.

Les amortissements sont calculés suivant la durée de vie prévue et selon le mode linéaire.

Amortissements		Amortissements
Immobilisations incorporelles		fiscalement pratiqués

Logiciels	33,1/3 % L	33,1/3 % L
Production immobilisée	20% à 33,1/3 % L	20% à 33,1/3 % L

Le fonds de commerce provient de l'apport partiel d'actif dont a bénéficié la société au 31/10/2008, et qui portait sur l'activité paiement électronique d'Experian.

Pour les immobilisations incorporelles, tant pour celles qui sont amorties que pour celles qui ne font pas l'objet d'un plan d'amortissement, des indices de perte de valeur sont définis et suivis.

Lorsqu'un indice de perte de valeur est mis en évidence, un test de dépréciation de l'actif considéré est réalisé afin de déterminer si sa valeur d'usage est au moins égale à sa valeur nette comptable.

La méthode appliquée en matière de comptabilisation des logiciels et autres immobilisations incorporelles créés en interne est la suivante :

- * Les coûts de développement sont comptabilisés en tant qu'actifs si :
 - Il est probable que des avantages économiques futurs associés à cet actif iront à l'entreprise
 - Le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.
- * Toutes les dépenses de création ne répondant pas aux conditions d'activation (et notamment les dépenses d'étude préalable et d'analyse fonctionnelle) sont comptabilisées en charges ;
- * toutes les dépenses de création survenues après le début du processus de production (analyse détaillée, développement, recettes, documentation) sont immobilisées.

2-2 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants (L = linéaire ; D = dégressif ; E = exceptionnel) :

Amortissements Immobilisations corporelles	pour dépréciation	Amortissements fiscalement pratiqués
Constructions	5 % L	5 % L
Installations techniques, mat.outillage	20 % L	20 % L
Install. générales agencés, aménagés	10 % L	10 % L
Matériel de transport	25 % L	25 % L
Matériel de bureau et informatique	33,1/3 % L	33,1/3 % L
Mobilier	10 % L	10 % L

2-3 STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode premier entré, premier sorti.
La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée.

2-4 CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée au cas par cas lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur comptable.

2-5 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation par l'entité du niveau de risque au cas par cas.

2-6 RECONNAISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires est reconnu lors de l'exécution des prestations de services ou lors de la livraison des biens.

Le chiffre d'affaires sur les contrats au forfait est reconnu selon la méthode de l'avancement.

2-7 VALEUR MOBILIERES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées suivant la méthode de premier entré, premier sorti. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur à la clôture est inférieure à la valeur comptable.

3. Notes sur le bilan

3-1 CHARGES A PAYER

Les charges à payer se décomposent de la manière suivante :

Dettes fournisseurs et comptes rattachés 6 172 988 €
(dont fournisseurs factures non parvenues : 3 792 651 €)

Autres dettes : 1 345 095 €
(dont avoirs à établir : 986 260 €)

Dettes fiscales et sociales : 16 067 521 €
(dont provisions pour charges à payer : 10 915 413 €)

3-2 PRODUITS A RECEVOIR

Les produits à recevoir se décomposent de la manière suivante :

Clients factures à établir : 6 520 189 €

3-3 CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les charges constatées d'avances concernent majoritairement des prestations de services et des maintenances.

3-4 IMPOTS DIFFERES

Les impôts différés proviennent de l'apport partiel d'actif et concernent les indemnités de fin de carrière.

Ils sont comptabilisés en autres créances pour un montant de 298 272 €.

Une provision pour dépréciation a été comptabilisée à hauteur de 178 967 € au 31 décembre 2018.

3-5 CAPITAUX PROPRES

La variation des capitaux propres pour un montant de – 1 327 122 € correspond à :

- Résultat de l'exercice de 9 387 142 €.
- Distribution de dividendes sur le résultat 2017 pour un montant de -8 060 020 €.

3-6 VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Au 31 décembre 2018 le portefeuille de valeurs mobilières de placement se décompose comme suit :

- Convention de compte rémunéré pour 32 764 042 €

3-7 ENTREPRISES LIEES

Sociétés du groupe Crédit Mutuel Arkéa

	GIE FEDERAL SERVICES	FEDERAL EQUIPEMENT	CREDIT MUTUEL ARKEA	ARKEA BANKING SERVICES	SURAVENIR ASSURANCES	ABEI	Fédéral finance	Arkea SCD	Leetchi Corp	KEYTRADE BANK	NEXTALK
Chiffre d'affaires	646 722,76	2 407 495,61	502 635,00	1 745 965,61	1 143,01				1 271 502,48	191 300,75	1 066 379,43
Compte client	425 101,25	644 021,30	603 162,00	419 031,69	114,00				277 936,48	42 777,96	309 696,67
Facture à établir / Avoir à établir											
Charges	734 635,73	43 016,97	893 702,84								
Fournisseurs	109 908,40	19 300,20	68 641,59				9 985,50	1 431 451,06			2 982 118,77
Compte courant d'intégration fiscale			-176 819,00					156 271,20			319 980,16
Débiteur / créiteur divers											
Compte bancaire											16 928,85
Placements de trésorerie						446 151,89					
Produits financiers						32 764 042,14					
						37 500,00					

3-8 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les reprises de provisions pour risques et charges concernent des litiges salariaux, des pertes à terminaisons sur projets.

3-9 IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Monext détient depuis l'exercice clos au 31 décembre 2012, une participation de 15% dans la société AFSOL. Les derniers comptes sociaux approuvés (exercice clos au 31 décembre 2017) font apparaître les chiffres clés suivants :

- Chiffre d'affaires : 793 192 €
- Résultat net : 164 683 €
- Capitaux propres : 822 500 €

4. Notes sur le compte de résultat

4-1 RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel au 31/12/2018 est composé comme suit :

- Dommages et intérêts prud'hommes :	-14 618 €
- Dons :	- 4 060 €
- VNC des immobilisations sorties :	- 7 449 €
- Dépréciation Impôt différé sur IFC :	- 29 827 €
- Reprise provision intérêts moratoires	- 25 817 €
- Indemnisation client :	- 35 629 €
- Reprise Dépréciation des constructions :	44 860 €
- Indemnité fournisseur :	16 €
- Autres charges sur CB	- 179€
- Subvention d'équilibre CMA	354 744 €

5. Autres informations

5-1 REMUNERATION DES ORGANES DE DIRECTION

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

5-2 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Il n'y a pas d'engagements hors bilan.

5-3 SITUATION FISCALE LATENTE

	31/12/2018
Organic	87 689 €
Participation Salariés	1 621 865 €
Effort construction	86 723 €
Provisions Engagements retraite	3 628 714 €
Total Base d'économie futur d'impôts	5 424 991 €
Taux d'impôts	28,92%
Economies futures d'impôts	1 568 907 €

Cette situation fiscale latente ne tient pas compte de l'impôt différé actif sur les engagements de retraite qui est comptabilisé pour un montant de 119 305 €.

5-4 ENGAGEMENT DE RETRAITE

La méthode d'évaluation retenue repose sur l'actualisation des droits en fin de carrière.
Une provision est comptabilisée pour un montant de 3 628 714 €.

Le taux retenu pour l'actualisation des engagements de retraite est le suivant:

- Taux d'actualisation = 1,59 %

5-5 EFFECTIF MOYEN

L'effectif moyen sur l'exercice s'établit à 364 au 31 décembre 2018.
L'effectif moyen au 31 décembre 2017 était de 409.

5-6 INTEGRATION FISCALE

Depuis le 01 janvier 2016 la société est intégrée au groupe fiscal dont la société Crédit Mutuel Arkéa est la société mère.

Au 31 décembre 2018 il n'y a pas de déficit fiscal reportable.

5-7 HONORAIRES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires des commissaires aux comptes s'élèvent à 85 000 € au titre l'exercice 2018.

5-8 DELAIS DE PAIEMENT CLIENTS FOURNISSEURS

Ci-après le détail des créances clients et dettes fournisseurs par antériorités

	Total Général	Non échus	Echus inférieurs à 1 mois	Echus entre 1 et 3 mois	Echus supérieurs à 3 mois
Créances clients TTC	16 459 887,45	10 568 458,97	3 281 133,45	1 050 925,10	1 559 369,93
Dettes fournisseurs TTC	2 359 135,63	1 891 810,90	82 172,78	-6 253,54	391 405,49

6. Consolidation

Les comptes de la société Monext sont consolidés par intégration globale dans les comptes consolidés du Groupe Crédit Mutuel Arkéa SA coopérative de crédit - RCS Brest 775 577 018

Immobilisations

Déclaration au 31/12/2018

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Terrains	80 303 645		2 108 105
	275 000		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui	3 606 966		
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	18 056 779		1 153 954
Installations générales, agenc., aménag.	3 350 684		46 828
Matériel de transport	6 316		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	3 756 695		145 812
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	7 385		225 000
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	29 059 825		1 571 593
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	35 010		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	234 845		14 617
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	269 855		14 617
TOTAL GENERAL	109 633 325		3 694 315

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES				
Terrains			82 411 749	
Constructions sur sol propre			275 000	
Constructions sur sol d'autrui			3 606 966	
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.			19 210 733	
Installations générales, agencements divers			3 361 585	
Matériel de transport	35 927		6 316	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			3 902 029	
Emballages récupérables et divers	477			
Immobilisations corporelles en cours			232 385	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	36 404		30 595 015	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			35 010	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			249 462	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			284 472	
TOTAL GENERAL	36 404		113 291 236	

Amortissements

Déclaration au 31/12/2018

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	34 769 096	2 276 935		37 046 031
Terrains	1 762 048	180 000		1 942 048
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	15 095 834	1 659 985		16 755 819
Installations générales, agenc. et aménag. divers	2 938 391	95 901	28 572	3 005 720
Matériel de transport	6 316			6 316
Matériel de bureau et informatique, mobilier	3 574 304	185 734	383	3 759 654
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	23 376 893	2 121 620	28 955	25 469 557
TOTAL GENERAL	58 145 988	4 398 554	28 955	62 515 588

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises		Mouvements	
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	amortissements fin exercice

**FRAIS ETBL
AUT. INC.**

Terrains
Construct.
- sol propre
- sol autrui
- installations
Install. Tech.
Install. Gén.
Mat. Transp.
Mat bureau
Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre

TOTAL

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentation:	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	---------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler
Primes de remboursement des obligations

Provisions et dépréciations

Déclaration au 31/12/2018

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	10 000			10 000
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme	111 755	605	108 382	3 979
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	3 519 198	316 124	206 608	3 628 714
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	151 378	70 000	95 000	126 378
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	3 792 332	386 729	409 990	3 769 071
Dépréciations immobilisations incorporelles	2 327 427			2 327 427
Dépréciations immobilisations corporelles	460 198		44 860	415 338
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	417 087	260 836	54 404	623 519
Autres dépréciations	329 140	29 827		358 967
DEPRECIATIONS	3 533 852	290 663	99 264	3 725 251
TOTAL GENERAL	7 326 184	677 392	509 254	7 494 322
Dotations et reprises d'exploitation		647 565	379 336	
Dotations et reprises financières			85 057	
Dotations et reprises exceptionnelles		29 827	44 860	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Créances et dettes

Déclaration au 31/12/2018

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	249 462		249 462
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	23 086 550	23 086 550	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	123 179	123 179	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	115	115	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	1 386 255	1 386 255	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	298 272	298 272	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	47 490	47 490	
Charges constatées d'avance	2 753 618	2 328 005	425 612
TOTAL GENERAL	27 944 940	27 269 867	675 074

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	6 172 988	6 172 988		
Personnel et comptes rattachés	6 854 910	6 854 910		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 870 647	3 870 647		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	4 774 409	4 774 409		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	567 555	567 555		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	220 834	220 834		
Autres dettes	1 124 261	1 124 261		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	4 157 292	4 157 292		
TOTAL GENERAL	27 742 896	27 742 896		

Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	6 396 841			10
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		81 624 741
Distributions sur résultats antérieurs		8 060 020
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		73 564 721
Variations en cours d'exercice		
	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		9 387 142
SOLDE		9 387 142
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		82 951 863

Déclaration au 31/12/2018

TOTAL	64 784 369	10 748 449	75 532 818	69 501 153	8,68 %
-------	------------	------------	------------	------------	--------

MONEXT

Société par Action Simplifiée au capital de 63.968.460 Euros

Siège social : Tour Ariane – 5 place la Pyramide
92088 PARIS LA DEFENSE Cedex
503 185 001 RCS NANTERRE

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

DU 19 MARS 2019

L'an deux mil dix-neuf,

Le 19 mars à 9 heures,

Les Membres du Conseil de Surveillance de la société MONEXT se sont réunis en Conseil à :

HOTEL MERCURE PARIS MONTPARNASSE
20 rue de la Gaité
75014 PARIS

À l'effet de délibérer sur l'Ordre du Jour suivant :

- 1) Validation du procès-verbal du Conseil de Surveillance du 11 décembre 2018
- 2) Résultats 2018
 - a. Résultats économiques
 - b. Résultats commerciaux
 - c. Volumes traités
- 3) Préparation des Décisions de l'Associé Unique du 23 avril 2019
 - a. Arrêté des comptes 2018
 - b. Rapport de gestion du Directoire
 - c. Proposition d'approbation des Comptes clos au 31 décembre 2018, proposition d'affectation du Résultat et projet de texte des Décisions de l'Associé Unique du 23 avril 2019
- 4) Reportings, contrôles permanents et audits,
- 5) Résultats économiques à fin février 2019
- 6) Résultats commerciaux à fin février 2019
- 7) Point sur l'activité DOPS
- 8) Questions diverses



Fredéric DIERREZ
Président du Conseil.

Sur les 9 Membres composant le Conseil de Surveillance, il résulte du registre des présences élargé par les Membres du Conseil en entrant en séance, que :

Administrateurs

Sont présents	Sont absents
Monsieur Christian TOUZALIN	
Monsieur Alain LOUSTANAU	
Monsieur Michel BLANCHARD	
Madame Bernadette OLEKSIK	
Madame Françoise L'HOTELIER	
Monsieur Arnaud DEKYTSPOTTER	
Monsieur Vincent HAETJENS	
Madame Anne-Gaëlle LE BAIL (en audioconférence)	
Monsieur Michaël BRETON	

Elus du Comité Social et Economique, représentants des salariés

Sont présents	Sont absents
Madame Sophie LABEL	
Madame Anne-Marie GALAS	

Commissaires aux Comptes

Sont présents	Sont absents
Monsieur Jean-Vincent COUSTEL	

Assistent également au Conseil

- Monsieur Frédéric DIVERREZ, Président du Directoire,
- Monsieur Guillaume PRIN, Directeur Administratif et Financier,
- Madame Marianne DEMARCHI, Directrice des Opérations,
- Monsieur Tarak ACHICH, Directeur du Pôle B2B & Services Spécialisés,
- Madame Ariane SOUCHÉ, Assistante de Direction.

3) Préparation des Décisions de l'Associé Unique du 23 avril 2019

Le Président du Conseil, Monsieur TOUZALIN, met à la disposition des Membres du Conseil :

- *La copie de la lettre de convocation adressée au Commissaire aux Comptes avec l'avis de réception,*
- *Les statuts de la Société,*
- *Le Bilan et le Compte de Résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2018,*
- *Le Rapport de Gestion établi par le Président du Directoire,*
- *Les projets de textes des Résolutions proposés à l'Associé Unique.*

Le Président du Conseil déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été communiqués aux Membres du Conseil et au Commissaire aux Comptes et ont été tenus à leur disposition pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

a. Arrêté des comptes 2018

Intervenants : Monsieur Jean-Vincent COUSTEL

Jean Vincent COUSTEL, Commissaire aux Comptes du Cabinet DELOITTE & Associés, indique que les travaux d'audit sont quasiment aboutis et sont satisfaisants. Il reste quelques travaux à finaliser, mais les comptes pourront être arrêtés sans aucun problème, le rapport sera remis par la suite sans réserve.

b. Rapport de gestion du Directoire

Intervenant : Messieurs Christian TOUZALIN & Frédéric DIVERREZ

Le Président du Conseil, Monsieur TOUZALIN, rappelle que le Conseil de Surveillance doit statuer sur la lecture du rapport de gestion:

Monsieur DIVERREZ, Président du Directoire, procède ainsi à la lecture du texte.

MONEXT

Société par Actions Simplifiée au capital de 63.968.460 Euros
Siège social : Tour Ariane – 5 place de la Pyramide
92088 Paris La Défense Cedex
503 185 001 RCS Nanterre

RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE

EXERCICE SOCIAL CLOS LE 31 DECEMBRE 2018

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la Loi et aux Statuts, nous devons, d'une part, vous rendre compte de la situation et de l'activité de votre société durant l'exercice clos le 31 décembre 2018 et d'autre part, soumettre à votre validation pour approbation par l'Associé Unique les comptes annuels dudit exercice.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Nous vous précisons que les comptes de la société soumis à votre approbation ont été établis selon les mêmes formes et les mêmes méthodes comptables que les années précédentes.

I - ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE ET DEPUIS LE DEBUT DE L'EXERCICE EN COURS

A. Activité de la société au cours de l'exercice écoulé

L'exercice social en cours a une durée de douze mois.

Monext a réalisé un chiffre d'affaires de 75,5 M€ en hausse de 6,0 M€ par rapport à l'exercice précédent, sous l'effet notable d'une croissance dynamique des volumes de transactions de paiement traitées pour le compte de nos clients.

Nous attirons votre attention sur plusieurs faits marquants intervenus au cours de l'exercice écoulé.

a. Activité commerciale et opérationnelle

L'année 2018 est une année remarquable sur le plan commercial avec un volume de commandes historiquement élevé.

Ainsi, PMU nous confie l'ensemble de ses paiements, du TPE au paiement en ligne, en passant par la Carte MyPMU, confortant la pertinence de notre offre d'acceptation omni-canal.

Le marché des Fintechs continue à faire confiance à Monext à l'instar de Qonto (compte professionnels et services de paiement en ligne) et Lunch'r (ticket restaurant dématérialisé et adossé à une carte de paiement)

Les clients bancaires poursuivent leur recherche d'efficacité, conduisant par exemple BNP Personal Finance à confier à Monext la gestion de son parc de cartes de paiement.

L'activité commerciale enregistre ainsi en global une prise de commandes de plus de 60M€.

Parallèlement, sur le plan opérationnel :

Nous poursuivons les investissements autant dans nos infrastructures de traitement que dans nos organisations opérationnelles pour accompagner la forte croissance des volumes de nos clients bancaires (ex : Orange Bank, BNPP, ...) et commerçants (Carrefour, Intermarché, U, Amazon, Cdiscount, ...).

Certaines innovations deviennent effectives, comme la mise en service en fin d'exercice du premier Wallet commerçant pour les magasins U.

b. Positionnement stratégique

Comme les années précédentes, Monext fonde sa stratégie sur l'Excellence Opérationnelle autant en termes de qualité des prestations servies que d'agilité à en construire de nouvelles.

Tout en poursuivant l'innovation et notre croissance sur le marché des cartes de paiement, nous constatons la pertinence de notre stratégie d'acceptation omni-canal, perçue comme un concentré d'informations et d'économies pour nos clients et prospects.

II – ÉVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Dans lignée de ce positionnement, et dans l'objectif d'accompagner plus largement encore nos clients en Europe, Monext élargira sa palette de services en offrant des services de paiement réglementés. A ce titre, Monext est en phase d'agrément en tant qu'Etablissement de Paiement hybride.

III – FILIALES ET PARTICIPATIONS

Monext détient depuis l'exercice clos le 31 décembre 2012, 15% de la société AFSOL.

L'exercice clos le 31 décembre 2017 faisait état d'un chiffre d'affaires de 793 207 € et d'un résultat d'un montant de 164 683 €.

IV – PRISES DE PARTICIPATIONS ET DE CONTROLE

Conformément à l'article L 233-6 du Code de Commerce, le Président indique qu'au cours de l'exercice écoulé, Monext n'a pris aucune participation dans le capital social d'une société civile ou commerciale située en France.

V – REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

L'Associé Unique de la société Monext est la société Crédit Mutuel Arkea, société coopérative à forme anonyme dont le Siège Social est situé 1 rue Louis Lichou, 29480 Le Relecq Kerhuon, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Brest sous le numéro 775 577 018.

VI - ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

En 2018, la société Monext a continué de mener des activités de Recherche et de Développement, qualifiées de développement expérimental.

À ce titre, certains projets sont en cours, notamment sur le paiement mobile (émetteurs/commerçants, m-commerce), les convertisseurs de protocoles monétiques ainsi que sur la haute disponibilité des services.

VII - MENTION DES DEPENSES ET CHARGES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Les charges non déductibles fiscalement (CGI, art. 223 quater et 39-4) qui ont été engagées au cours de l'exercice écoulé s'élèvent à 75 492 euros, l'impôt sur les sociétés correspondant est de 25 667 euros.

VIII – DELAI DE PAIEMENT FOURNISSEURS

En application des dispositions de l'article L 441-6-1 al.1 du Code de Commerce, nous vous indiquons que le délai moyen de règlement des factures fournisseurs au 31 décembre 2018 est de quarante-cinq (45) jours fin de mois. Par ailleurs, aucune de ces factures n'est à régler au-delà de soixante (60) jours.

IX - PRESENTATION DES COMPTES ET PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

A. Présentation des comptes

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018 font état d'un chiffre d'affaires de 75,5M€ en hausse de 6,0M€ par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Les charges d'exploitation atteignent 62,4M€, en hausse de 5,2M€ par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Le résultat d'exploitation ressort à 15,1M€ en hausse de 0,9M€ par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Quant au résultat courant avant impôts, il s'élève à 15,3M€, en hausse de 0,8M€ par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2017.

B. Proposition d'affectation du résultat

L'exercice clos le 31 décembre 2018 se traduit par un bénéfice de 9 387 142 €, en hausse de 895 K€ (+10,5%) par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2017, que nous proposons d'affecter de la manière suivante :

- 495 533,01 € (5,3%) au compte « réserve légale »,
- 8 891 608,99 € (94,7%) au compte « dividende ».

XI - DIVIDENDES

Concernant l'exercice clos au 31 décembre 2016, des dividendes ont été versés pour 8 827 640,58 €, soit 1,38€ par action.

Concernant l'exercice clos au 31 décembre 2017, des dividendes ont été versés pour 8 060 019,66 €, soit 1,26€ par action.

Concernant l'exercice clos au 31 décembre 2018, nous proposons, conformément à la proposition d'affectation du résultat ci-dessus de procéder à la distribution en 2019 de dividendes d'un montant de 8 891 608,99 € soit 1,39 € par action (6 396 841 actions).

XII - CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L.227-10 DU CODE DE COMMERCE

Dans les sociétés unipersonnelles, le Commissaire aux Comptes de la société n'a pas à établir de rapport sur les conventions visées à l'article L.227-10 du Code de Commerce et, en conséquence, l'Associé Unique n'a pas à statuer sur ces conventions, lesquelles doivent toutefois être mentionnées sur le registre des décisions de l'Associé Unique.

Nous vous demandons de prendre acte qu'aucune nouvelle convention telle que visée à l'article L.227-10 du Code de Commerce n'a été conclue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, ce dont le Commissaire aux Comptes a été informé.

Nous vous invitons enfin à adopter les décisions qui vous sont proposées.

Nous nous tenons à votre disposition pour vous fournir tout complément d'informations et vous remercions de votre confiance.

**Le Président du Directoire
Frédéric DIVERREZ**

*** * ***

- c. Proposition d'approbation des Comptes clos au 31 décembre 2019, proposition d'affectation du Résultat et projet de texte des Décisions de l'Associé Unique du 23 avril 2019**

Le Président du Conseil, Monsieur TOUZALIN, rappelle que le Conseil de Surveillance doit statuer sur :

- L'arrêté des Comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2018,*
- La proposition d'affectation du Résultat,*
- Les projets de textes des résolutions des décisions de l'Associé Unique du 23 avril 2019.*

Monsieur TOUZALIN procède ainsi à la lecture du projet de texte des Décisions de l'Associé Unique du 23 avril 2019.

*** * ***

MONEXT

Société par Actions Simplifiée au capital de 63.968.460 Euros
Siège social : Tour Ariane – 5 place de la pyramide
92088 Paris La Défense cedex
503 185 001 RCS Nanterre

PROJET DE TEXTE DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

EN VUE DES DECISIONS DU 23 AVRIL 2019

PREMIERE RESOLUTION

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance des rapports du Directoire, du Conseil de Surveillance et du Commissaire aux Comptes, approuve les comptes et le bilan de l'exercice clos au 31 Décembre 2018 tels qu'ils lui ont été présentés.

En conséquence, l'Associé Unique donne quitus de leurs gestions au Président et aux membres du Directoire.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Associé Unique déclare qu'aucune convention visée à l'article L. 227-10 du Code de Commerce n'est intervenue au titre de l'exercice écoulé.

TROISIEME RESOLUTION

L'Associé Unique, constatant que le bénéfice de l'exercice 2018 s'élève à 9 387 142€, décide d'affecter celui-ci comme suit :

- 495 533,01 € (5,3%) au compte « réserve légale »,
- 8 891 608,99 € (94,7%) au compte « dividende ».

QUATRIEME RESOLUTION

L'Associé Unique, sur la base de la proposition d'affectation du résultat, décide de procéder, en 2019, au versement de dividendes d'un montant de 1,39 € par action (6.396.841 actions) soit un montant global de 8 891 608,99 €.

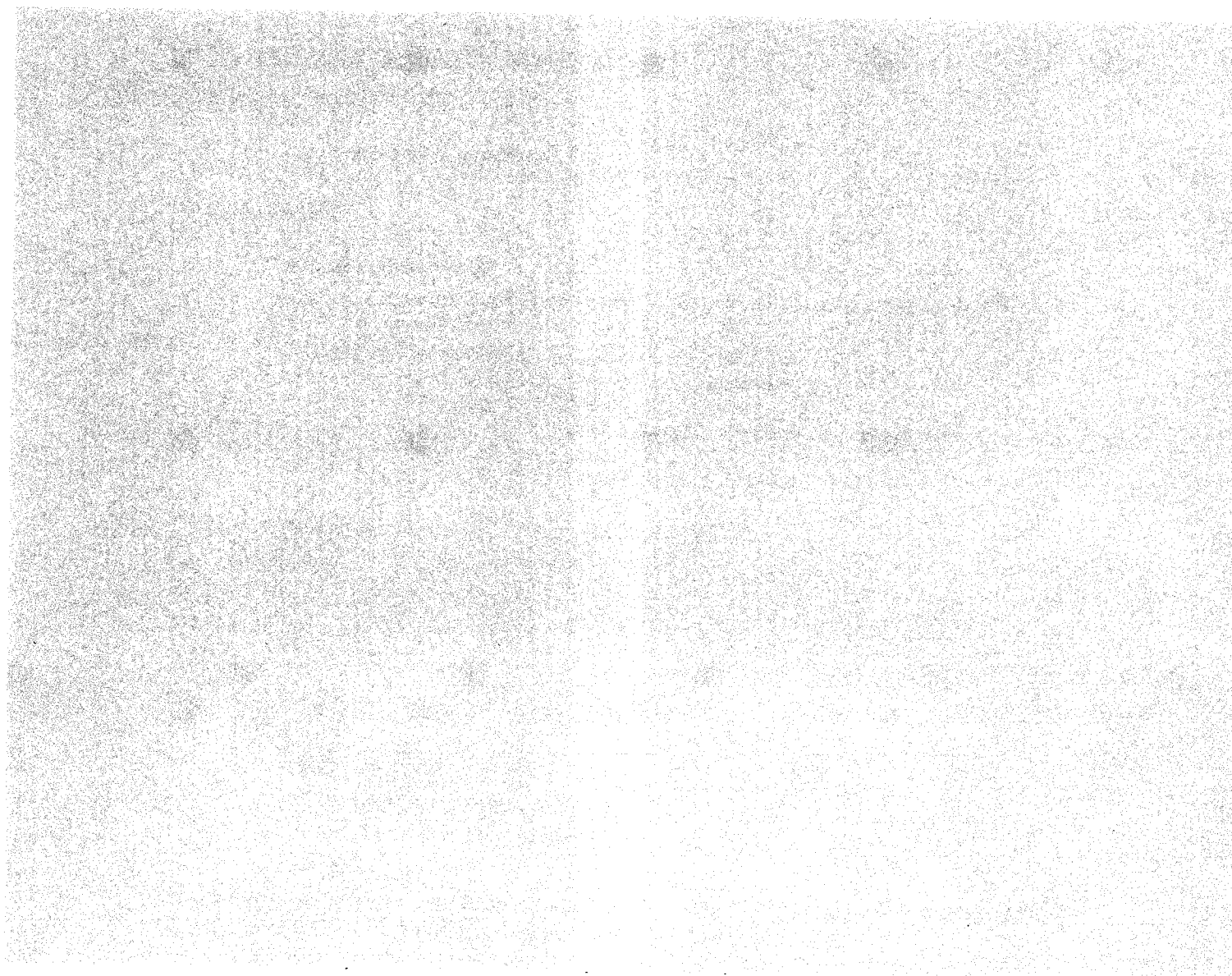
CINQUIEME RESOLUTION

L'Associé Unique, constatant que les mandats de membre du Conseil de Surveillance de Messieurs Christian TOUZALIN et Michel BLANCHARD arrivent à échéance le jour de la présente décision d'Associé Unique, décide de renouveler leurs mandats pour une durée de trois (3) ans.

Leurs mandats expireront lors de la décision de l'Associé Unique de 2022 statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2021.

SIXIEME RESOLUTION

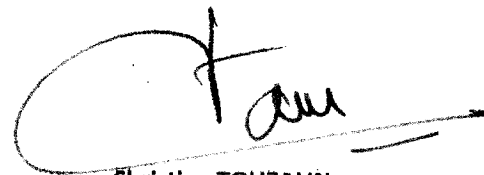
Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal en vue de l'accomplissement de toutes formalités.



L'Ordre du Jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, le Président clôt la réunion du Conseil de Surveillance du 19 mars 2019.

Le prochain Conseil est fixé au mardi 23 avril à 9h30, le lieu restant à confirmer.

Pour extrait certifié conforme.....

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Touzalin', with a long horizontal stroke extending to the right.

Christian TOUZALIN
Président du Conseil de Surveillance

MONEXT

Société par actions simplifiée

5 Place de la pyramide, 92088 Paris La Défense Cedex

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018



*Fidèle DIERREZ
Président du Conseil.*

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke.



Deloitte & Associés
6 place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
France
Téléphone : + 33 (0) 1 40 88 28 00
www.deloitte.fr

Adresse postale :
TSA 20303
92030 La Défense Cedex

MONEXT

Société par actions simplifiée

5 Place de la pyramide, 92088 Paris La Défense Cedex

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'associé unique de la société MONEXT

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par les statuts, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société MONEXT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Société anonyme au capital de 1 723 040 €
Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de Paris Île-de-France
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie Régionale de Versailles
572 028 041 RCS Nanterre
TVA : FR 02 572 028 041

Une entité du réseau Deloitte



Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.



Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des Informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas



d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son

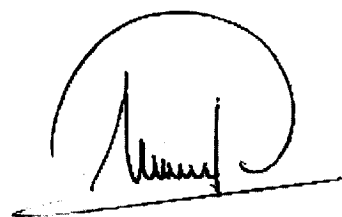
exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 18 avril 2019

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jean-Vincent Coustel', is written over a horizontal line.

Jean-Vincent COUSTEL

MONEXT

5 PLACE DE LA PYRAMIDE

92088 PARIS LA DEFENSE Cedex

Comptes au 31/12/2018



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

Règles et méthodes comptables Monext 2018	8
Immobilisations	15
Amortissements	16
Provisions et dépréciations	17
Créances et dettes	18
Composition du capital social	19
Variation des capitaux propres	20
Ventilation du chiffre d'affaires	21

Comptes annuels

Bilan - Actif

Déclaration au 31/12/2018

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31.12.2018	31.12.2017
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	19 689 229	18 423 053	1 246 176	1 551 220
Fonds commercial	38 654 685	491 226	38 163 460	38 163 460
Autres immobilisations incorporelles	24 087 835	20 459 179	3 628 656	3 492 443
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	275 000		275 000	275 000
Constructions	3 606 966	2 357 385	1 249 580	1 384 720
Installations techniques, matériel, outillage	19 210 733	16 755 819	2 454 913	2 960 944
Autres immobilisations corporelles	7 269 931	6 771 690	498 241	594 685
Immobilisations en cours	232 385		232 385	7 385
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	35 010		35 010	35 010
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	249 462		249 462	234 845
ACTIF IMMOBILISE	113 291 236	65 258 362	48 032 883	48 699 711
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	180 000	180 000		
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	23 086 550	623 519	22 463 031	20 762 458
Autres créances	1 855 311	178 967	1 676 344	3 594 599
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	39 541 596		39 541 596	33 749 946
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	2 753 618		2 753 618	2 719 489
ACTIF CIRCULANT	67 417 075	982 486	66 434 588	60 826 492
Frais d'émission d'emprunts à évaluer				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	4 359		4 359	3 146
TOTAL GENERAL	180 712 669	66 240 839	114 471 831	109 529 349

Rubriques	31/12/2018	31/12/2017
Capital social ou individuel (dont versé : 63 968 410)	63 968 410	63 968 410
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1	1
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	2 773 586	2 341 477
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	6 822 724	6 822 724
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	9 387 142	8 492 129
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	82 951 863	81 624 741
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	13 979	121 755
Provisions pour charges	3 755 092	3 670 576
PROVISIONS	3 769 071	3 792 332
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	8 000	8 000
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 172 988	5 576 584
Dettes fiscales et sociales	16 067 521	14 433 032
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 345 095	1 001 042
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	4 157 292	3 093 618
DETTES	27 750 896	24 112 276
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	114 471 831	109 529 349

Compte de résultat

Déclaration au 31/12/2018

Rubriques	France	Exportation	31/12/2018	31/12/2017
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	64 784 369	10 748 449	75 532 818	69 501 153
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	64 784 369	10 748 449	75 532 818	69 501 153
Production stockée			1 579 560	1 253 199
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			379 336	613 702
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			25	46 685
Autres produits				
PRODUITS D'EXPLOITATION			77 491 740	71 414 739
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			520 746	611 771
Variation de stock (marchandises)			4 760	
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			24 475 083	21 426 907
Impôts, taxes et versements assimilés			2 081 816	2 188 028
Salaires et traitements			20 035 282	17 709 157
Charges sociales			9 306 615	8 583 558
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			4 398 554	5 136 130
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			260 836	200 859
Dotations aux provisions			386 729	473 997
Autres charges			891 375	882 403
CHARGES D'EXPLOITATION			62 361 798	57 192 809
RESULTAT D'EXPLOITATION			15 129 942	14 221 930
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			11 729	11 278
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			37 500	42 537
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			85 057	201 292
Différences positives de change			32	252
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			134 318	255 359
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				59
Intérêts et charges assimilées			1 058	612
Différences négatives de change				13
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			1 058	685
RESULTAT FINANCIER			133 261	254 675
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			15 263 203	14 476 605

Compte de résultat

Déclaration au 31/12/2018

Rubriques	31/12/2018	31/12/2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	328 943	16
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	44 860	44 860
PRODUITS EXCEPTIONNELS	373 803	44 876
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	54 487	42 088
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	7 449	5 815
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	29 827	29 827
CHARGES EXCEPTIONNELLES	91 763	77 730
RESULTAT EXCEPTIONNEL	282 041	-32 854
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	1 621 865	1 915 993
Impôts sur les bénéfices	4 536 237	4 035 629
TOTAL DES PRODUITS	77 999 861	71 714 976
TOTAL DES CHARGES	68 612 719	63 222 846
BENEFICE OU PERTE	9 387 142	8 492 129

Annexes

1. Faits marquants

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Evénements post clôture :

Il n'y a pas d'événement post clôture.

2. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis conformément aux normes comptables définies par le Plan Comptable Général et selon la réglementation en vigueur résultant des arrêtés des comités de la réglementation comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

Continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels applicables en France.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2-1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production pour les projets immobilisés.

Les amortissements sont calculés suivant la durée de vie prévue et selon le mode linéaire.

Amortissements		Amortissements
Immobilisations incorporelles		fiscalement pratiqués
Logiciels	33,1/3 % L	33,1/3 % L
Production immobilisée	20% à 33,1/3 % L	20% à 33,1/3 % L

Le fonds de commerce provient de l'apport partiel d'actif dont a bénéficié la société au 31/10/2008, et qui portait sur l'activité paiement électronique d'Experian.

Pour les immobilisations incorporelles, tant pour celles qui sont amorties que pour celles qui ne font pas l'objet d'un plan d'amortissement, des indices de perte de valeur sont définis et suivis.

Lorsqu'un indice de perte de valeur est mis en évidence, un test de dépréciation de l'actif considéré est réalisé afin de déterminer si sa valeur d'usage est au moins égale à sa valeur nette comptable.

La méthode appliquée en matière de comptabilisation des logiciels et autres immobilisations incorporelles créés en interne est la suivante :

- * Les coûts de développement sont comptabilisés en tant qu'actifs si :
 - Il est probable que des avantages économiques futurs associés à cet actif iront à l'entreprise
 - Le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.
- * Toutes les dépenses de création ne répondant pas aux conditions d'activation (et notamment les dépenses d'étude préalable et d'analyse fonctionnelle) sont comptabilisées en charges ;
- * toutes les dépenses de création survenues après le début du processus de production (analyse détaillée, développement, recettes, documentation) sont immobilisées.

2-2 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants (L = linéaire ; D = dégressif ; E = exceptionnel) :

Amortissements Immobilisations corporelles	pour dépréciation	Amortissements fiscalement pratiqués
Constructions	5 % L	5 % L
Installations techniques, mat.outillage	20 % L	20 % L
Install. générales agencés, aménagés	10 % L	10 % L
Matériel de transport	25 % L	25 % L
Matériel de bureau et informatique	33,1/3 % L	33,1/3 % L
Mobilier	10 % L	10 % L

2-3 STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode premier entré, premier sorti.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée.

2-4 CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée au cas par cas lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur comptable.

2-5 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation par l'entité du niveau de risque au cas par cas.

2-6 RECONNAISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires est reconnu lors de l'exécution des prestations de services ou lors de la livraison des biens.

Le chiffre d'affaires sur les contrats au forfait est reconnu selon la méthode de l'avancement.

2-7 VALEUR MOBILIERES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées suivant la méthode de premier entré, premier sorti. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur à la clôture est inférieure à la valeur comptable.

3. Notes sur le bilan

3-1 CHARGES A PAYER

Les charges à payer se décomposent de la manière suivante :

Dettes fournisseurs et comptes rattachés 6 172 988 €
(dont fournisseurs factures non parvenues : 3 792 651 €)

Autres dettes : 1 345 095 €
(dont avoirs à établir : 986 260 €)

Dettes fiscales et sociales : 16 067 521 €
(dont provisions pour charges à payer : 10 915 413 €)

3-2 PRODUITS A RECEVOIR

Les produits à recevoir se décomposent de la manière suivante :

Clients factures à établir : 6 520 189 €

3-3 CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les charges constatées d'avances concernent majoritairement des prestations de services et des maintenances.

3-4 IMPOTS DIFFERES

Les impôts différés proviennent de l'apport partiel d'actif et concernent les indemnités de fin de carrière.

Ils sont comptabilisés en autres créances pour un montant de 298 272 €. Une provision pour dépréciation a été comptabilisée à hauteur de 178 967 € au 31 décembre 2018.

3-5 CAPITAUX PROPRES

La variation des capitaux propres pour un montant de - 1 327 122 € correspond à :

- Résultat de l'exercice de 9 387 142 €.
- Distribution de dividendes sur le résultat 2017 pour un montant de -8 060 020 €.

3-6 VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Au 31 décembre 2018 le portefeuille de valeurs mobilières de placement se décompose comme suit :

- Convention de compte rémunéré pour 32 764 042 €

3-7 ENTREPRISES LIEES

Sociétés du groupe Crédit Mutuel Arkéa

	GIE FEDERAL SERVICES	FEDERAL EQUIPEMENT	CREDIT MUTUEL ARKÉA	ARKÉA BANKING SERVICES	SURAVENIR ASSURANCES	ABEI	Fédéral finance	Arkée SCD	Leetchi Corp	KEYTRADE BANK	NEKTALK
Chiffre d'affaires	646 722,76	2 407 495,61	502 633,00	1 745 945,61	1 143,01				1 271 502,48	191 300,75	1 066 379,43
Compte client	423 101,25	644 021,36	603 162,00	419 091,69	114,00				277 916,48	42 777,96	309 696,67
Facture à établir / Avoir à établir											
Charges	734 635,73	43 016,97	893 702,84				9 985,50	1 431 451,08			2 982 118,77
Fournisseurs	109 908,40	19 300,20	66 641,59					156 271,20			319 980,18
Compte courant d'intégration fiscale			-176 819,00								
Débiteur / créancier divers						446 151,89					16 928,83
Compte bancaire						32 764 042,14					
Placements de trésorerie											
Produits financiers						37 900,00					

3-8 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les reprises de provisions pour risques et charges concernent des litiges salariaux, des pertes à terminaisons sur projets.

3-9 IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Monext détient depuis l'exercice clos au 31 décembre 2012, une participation de 15% dans la société AFSOL. Les derniers comptes sociaux approuvés (exercice clos au 31 décembre 2017) font apparaître les chiffres clés suivants :

- Chiffre d'affaires : 793 192 €
- Résultat net : 164 683 €
- Capitaux propres : 822 500 €

4. Notes sur le compte de résultat

4-1 RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel au 31/12/2018 est composé comme suit :

- Dommages et intérêts prud'hommes :	-14 618 €
- Dons :	- 4 060 €
- VNC des immobilisations sorties :	- 7 449 €
- Dépréciation Impôt différé sur IFC :	- 29 827 €
- Reprise provision intérêts moratoires	- 25 817 €
- Indemnisation client :	- 35 629 €
- Reprise Dépréciation des constructions :	44 860 €
- Indemnité fournisseur :	16 €
- Autres charges sur CB	- 179€
- Subvention d'équilibre CMA	354 744 €

5. Autres informations

5-1 REMUNERATION DES ORGANES DE DIRECTION

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

5-2 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Il n'y a pas d'engagements hors bilan.

5-3 SITUATION FISCALE LATENTE

	31/12/2018
Organic	87 689 €
Participation Salariés	1 621 865 €
Effort construction	86 723 €
Provisions Engagements retraite	3 628 714 €
Total Base d'économie futur d'impôts	5 424 991 €
Taux d'impôts	28,92%
Economies futures d'impôts	1 568 907 €

Cette situation fiscale latente ne tient pas compte de l'impôt différé actif sur les engagements de retraite qui est comptabilisé pour un montant de 119 305 €.

5-4 ENGAGEMENT DE RETRAITE

La méthode d'évaluation retenue repose sur l'actualisation des droits en fin de carrière.
Une provision est comptabilisée pour un montant de 3 628 714 €.

Le taux retenu pour l'actualisation des engagements de retraite est le suivant:

- Taux d'actualisation = 1,59 %

5-5 EFFECTIF MOYEN

L'effectif moyen sur l'exercice s'établit à 364 au 31 décembre 2018.
L'effectif moyen au 31 décembre 2017 était de 409.

5-6 INTEGRATION FISCALE

Depuis le 01 janvier 2016 la société est intégrée au groupe fiscal dont la société Crédit Mutuel Arkéa est la société mère.

Au 31 décembre 2018 il n'y a pas de déficit fiscal reportable.

5-7 HONORAIRES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires des commissaires aux comptes s'élèvent à 85 000 € au titre l'exercice 2018.

5-8 DELAIS DE PAIEMENT CLIENTS FOURNISSEURS

Ci-après le détail des créances clients et dettes fournisseurs par antériorités

	Total Général	Non échus	Echus inférieurs à 1 mois	Echus entre 1 et 3 mois	Echus supérieurs à 3 mois
Créances clients TTC	16 458 887,45	10 568 438,97	3 281 133,45	1 090 923,10	1 559 369,93
Dettes fournisseurs TTC	2 339 135,69	1 891 818,90	82 172,78	-6 253,50	391 403,49

6. Consolidation

Les comptes de la société Monext sont consolidés par intégration globale dans les comptes consolidés du Groupe Crédit Mutuel Arkéa SA coopérative de crédit - RCS Brest 775 577 018

Immobilisations

Déclaration au 31/12/2018

Rubriques	Debut d'exercice	Reévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	80 303 645		2 108 105
Terrains	275 000		
Dont composants			
Constructions sur sol propre	3 606 966		
Constructions sur sol d'autrui			
Const. install. générales, agenc., aménag.			1 153 954
Install. techniques, matériel et outillage ind.	18 056 779		46 828
Installations générales, agenc., aménag.	3 350 684		
Matériel de transport	6 316		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	3 756 695		145 812
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	7 385		225 000
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	29 059 825		1 571 593
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	35 010		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	234 845		14 617
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	269 855		14 617
TOTAL GENERAL	109 633 325		3 694 315

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			82 411 749	
Terrains			275 000	
Constructions sur sol propre			3 606 966	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.			19 210 733	
Installations générales, agencements divers	35 927		3 361 585	
Matériel de transport			6 316	
Matériel de bureau, informatique, mobilier	477		3 902 029	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			232 385	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	36 404		30 595 015	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			35 010	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			249 462	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			284 472	
TOTAL GENERAL	36 404		113 291 236	

Amortissements

Déclaration au 31/12/2018

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	34 769 096	2 276 935		37 046 031
Terrains				
Constructions sur sol propre	1 762 048	180 000		1 942 048
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	15 095 834	1 659 985		16 755 819
Installations générales, agenc. et aménag. divers	2 938 391	95 901	28 572	3 005 720
Matériel de transport	6 316			6 316
Matériel de bureau et informatique, mobilier	3 574 304	185 734	383	3 759 654
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	23 376 893	2 121 620	28 955	25 469 557
TOTAL GENERAL	58 145 988	4 398 554	28 955	62 515 588

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	amortissements fin exercice

FRAIS ETBL

AUT. INC.

Terrains
Construct.
- sol propre
- sol autrui
- installations
Install. Tech.
Install. Gén.
Mat. Transp.
Mat bureau
Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre				
TOTAL				

Charges réparties sur plusieurs exercices	Debut d'exercice	Augmentation:	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	---------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler
Primes de remboursement des obligations

Provisions et dépréciations

Déclaration au 31/12/2018

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	10 000			10 000
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme	111 755	605	108 382	3 979
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	3 519 198	316 124	206 608	3 628 714
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	151 378	70 000	95 000	126 378
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	3 792 332	386 729	409 990	3 769 071
Dépréciations immobilisations incorporelles	2 327 427			2 327 427
Dépréciations immobilisations corporelles	460 198		44 860	415 338
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	417 087	260 836	54 404	623 519
Autres dépréciations	329 140	29 827		358 967
DEPRECIATIONS	3 533 852	290 663	99 264	3 725 251
TOTAL GENERAL	7 326 184	677 392	509 254	7 494 322
Dotations et reprises d'exploitation		647 565	379 336	
Dotations et reprises financières			85 057	
Dotations et reprises exceptionnelles		29 827	44 860	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Créances et dettes

Déclaration au 31/12/2018

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	249 462		249 462
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	23 086 550	23 086 550	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	123 179	123 179	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	115	115	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	1 386 255	1 386 255	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	298 272	298 272	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	47 490	47 490	
Charges constatées d'avance	2 753 618	2 328 005	425 612
TOTAL GENERAL	27 944 940	27 269 867	675 074

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, -5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	6 172 988	6 172 988		
Personnel et comptes rattachés	6 854 910	6 854 910		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 870 647	3 870 647		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	4 774 409	4 774 409		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	567 555	567 555		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	220 834	220 834		
Autres dettes	1 124 261	1 124 261		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	4 157 292	4 157 292		
TOTAL GENERAL	27 742 896	27 742 896		

Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	6 396 841			10
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Variation des capitaux propres

Déclaration au 31/12/2018

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		81 624 741
Distributions sur résultats antérieurs		8 060 020
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		73 564 721
Variations en cours d'exercice		
	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		9 387 142
SOLDE		9 387 142
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		82 951 863

MONEXT
5 PLACE DE LA PYRAMIDE
92088 PARIS LA DEFENSE Cedex

Ventilation du chiffre d'affaires

Déclaration au 31/12/2018

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2018	Total 31/12/2017	%
Production vendue de services	64 784 369	10 748 449	75 532 818	69 501 153	8,68 %

TOTAL	64 784 369	10 748 449	75 532 818	69 501 153	8,68 %
-------	------------	------------	------------	------------	--------

MONEXT

Société par Actions Simplifiée au capital de 63.968.460 €uros
Siège social : Tour Ariane – 5 place de la pyramide
92088 Paris La Défense Cedex
503 185 001 RCS Nanterre

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 23 AVRIL 2019

Le 23 avril 2019,

La SOUSSIGNEE :

Crédit Mutuel ARKEA, Société coopérative à forme anonyme dont le siège social est situé 1 rue Louis Lichou – Le Relecq Kerhuon – 29480 Le Relecq Kerhuon, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Brest sous le numéro 775 577 018 (ci-après l' « **Associé Unique** »)

Associé Unique de la société Monext, société par actions simplifiée, dont le siège social est Tour Ariane – 5 place de la pyramide – 92088 Paris la Défense, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 503 185 001 (ci-après la « **Société** »)

Après avoir pris connaissance des éléments suivants :

- La copie des lettres de convocation adressées à l'Associé Unique et au Commissaire aux Comptes,
- Le texte des résolutions,
- Le rapport de gestion du Directoire,
- Le rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels.

A PRIS LES DECISIONS AFFERENTES A L'ORDRE DU JOUR SUIVANT:

- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018,
- Quitus au Président,
- Affectation des résultats de l'exercice,
- Distribution des dividendes,
- Renouvellement des mandats des membres du Conseil de Surveillance,
- Pouvoirs pour formalités.



Fidèle DIERREZ
Président du Directoire.

PREMIERE DECISION

L'Associé Unique approuve les comptes et le bilan de l'exercice clos au 31 Décembre 2018 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes.

En conséquence, l'Associé Unique donne quitus de leurs gestions pour l'exercice 2018 au Président, aux membres du Directoire et du Conseil de surveillance.

DEUXIEME DECISION

L'Associé Unique prend acte de l'absence de conventions visées à l'article L227-10 du Code de Commerce.

TROISIEME DECISION

L'Associé Unique approuve la proposition du Conseil de Surveillance et, après avoir constaté que les comptes font apparaître un bénéfice pour l'exercice 2018 de 9 387 142 €, décide de l'affecter de la manière suivante :

- 495 533,01 € (5,3%) au compte « réserve légale »,
- 8 891 608,99 € (94,7%) au compte « dividende ».

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Associé Unique prend acte qu'au cours des derniers exercices clos, des dividendes ont été distribués selon les modalités suivantes :

- Durant l'année 2016, des dividendes ont été distribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015 pour un montant total de 6 783 702,30 €, soit 1,06 € par action,
- Durant l'année 2017, des dividendes ont été distribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 pour un montant total de 8 827 640,58 € soit 1,38 € par action,
- Durant l'année 2018, des dividendes ont été distribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 pour un montant total de 8 060 019,66 €, soit 1,26 € par action.

QUATRIEME DECISION

L'Associé Unique, sur la base de la proposition d'affectation des résultats décide de procéder, en 2019, au versement de dividendes pour un montant total de :

- 8 891 608,99 €, soit 1,39 € par action (6 396 841 actions),
- payable avant le 31 mai 2019.

MONEXT

Société par Actions Simplifiée au capital de 63.968.460 €uros
Siège social : Tour Ariane – 5 place de la Pyramide
92088 Paris La Défense Cedex
503 185 001 RCS Nanterre

RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE

EXERCICE SOCIAL CLOS LE 31 DECEMBRE 2018

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la Loi et aux Statuts, nous devons, d'une part, vous rendre compte de la situation et de l'activité de votre société durant l'exercice clos le 31 décembre 2018 et d'autre part, soumettre à votre validation pour approbation par l'Associé Unique les comptes annuels dudit exercice.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Nous vous précisons que les comptes de la société soumis à votre approbation ont été établis selon les mêmes formes et les mêmes méthodes comptables que les années précédentes.

I - ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE ET DEPUIS LE DEBUT DE L'EXERCICE EN COURS

A. Activité de la société au cours de l'exercice écoulé

L'exercice social en cours a une durée de douze mois.

Monext a réalisé un chiffre d'affaires de 75,5 M€ en hausse de 6,0 M€ par rapport à l'exercice précédent, sous l'effet notable d'une croissance dynamique des volumes de transactions de paiement traitées pour le compte de nos clients.

Nous attirons votre attention sur plusieurs faits marquants intervenus au cours de l'exercice écoulé.



Fidèle DIVERREZ
Président du Directoire.

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to be "Fidèle DIVERREZ".

a. Activité commerciale et opérationnelle

L'année 2018 est une année remarquable sur le plan commercial avec un volume de commandes historiquement élevé.

Ainsi, PMU nous confie l'ensemble de ses paiements, du TPE au paiement en ligne, en passant par la Carte MyPMU, confortant la pertinence de notre offre d'acceptation omini-canal.

Le marché des Fintechs continue à faire confiance à Monext à l'instar de Qonto (compte professionnels et services de paiement en ligne) et Lunch'r (ticket restaurant dématérialisé et adossé à une carte de paiement)

Les clients bancaires poursuivent leur recherche d'efficience, conduisant par exemple BNP Personal Finance à confier à Monext la gestion de son parc de cartes de paiement.

L'activité commerciale enregistre ainsi en global une prise de commandes de plus de 60M€.

Parallèlement, sur le plan opérationnel :

Nous poursuivons les investissements autant dans nos infrastructures de traitement que dans nos organisations opérationnelles pour accompagner la forte croissance des volumes de nos clients bancaires (ex : Orange Bank, BNPP, ...) et commerçants (Carrefour, Intermarché, U, Amazon, Cdiscount, ...).

Certaines innovations deviennent effectives, comme la mise en service en fin d'exercice du premier Wallet commerçant pour les magasins U.

b. Positionnement stratégique

Comme les années précédentes, Monext fonde sa stratégie sur l'Excellence Opérationnelle autant en termes de qualité des prestations servies que d'agilité à en construire de nouvelles.

Tout en poursuivant l'innovation et notre croissance sur le marché des cartes de paiement, nous constatons la pertinence de notre stratégie d'acceptation omni-canal, perçue comme un concentré d'informations et d'économies pour nos clients et prospects.

II – ÉVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Dans lignée de ce positionnement, et dans l'objectif d'accompagner plus largement encore nos clients en Europe, Monext élargira sa palette de services en offrant des services de paiement réglementés. A ce titre, Monext est en phase d'agrément en tant qu'Etablissement de Paiement hybride.

III – FILIALES ET PARTICIPATIONS

Monext détient depuis l'exercice clos le 31 décembre 2012, 15% de la société AFSOL.

L'exercice clos le 31 décembre 2017 faisait état d'un chiffre d'affaires de 793 192 € et d'un résultat d'un montant de 164 683 €.

IV – PRISES DE PARTICIPATIONS ET DE CONTROLE

Conformément à l'article L 233-6 du Code de Commerce, le Président indique qu'au cours de l'exercice écoulé, Monext n'a pris aucune participation dans le capital social d'une société civile ou commerciale située en France.

V – REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

L'Associé Unique de la société Monext est la société Crédit Mutuel Arkea, société coopérative à forme anonyme dont le Siège Social est situé 1 rue Louis Lichou, 29480 Le Relecq Kerhuon, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Brest sous le numéro 775 577 018.

VI - ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

En 2018, la société Monext a continué de mener des activités de Recherche et de Développement, qualifiées de développement expérimental.

À ce titre, certains projets sont en cours, notamment sur le paiement mobile (émetteurs/commerçants, m-commerce), les convertisseurs de protocoles monétiques ainsi que sur la haute disponibilité des services.

VII - MENTION DES DEPENSES ET CHARGES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Les charges non déductibles fiscalement (CGI, art. 223 quater et 39-4) qui ont été engagées au cours de l'exercice écoulé s'élèvent à 75 492 euros, l'impôt sur les sociétés correspondant est de 25 667 euros.

VIII – DELAIS DE PAIEMENT CLIENTS ET FOURNISSEURS

En application des dispositions de l'article L 441-6-1 al.1 du Code de Commerce, et ainsi que détaillé dans les annexes aux états financiers, nous vous indiquons que :

- le délai moyen d'encaissement des factures clients au 31 décembre 2018 est de quarante-sept (47) jours,
- le délai moyen de règlement des factures fournisseurs au 31 décembre 2018 est de quarante-six (46) jours.

IX - PRESENTATION DES COMPTES ET PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

A. Présentation des comptes

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018 font état d'un chiffre d'affaires de 75,5M€ en hausse de 6,0M€ par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Les charges d'exploitation atteignent 62,4M€, en hausse de 5,2M€ par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Le résultat d'exploitation ressort à 15,1M€ en hausse de 0,9M€ par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Quant au résultat courant avant impôts, il s'élève à 15,3M€, en hausse de 0,8M€ par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2017.

B. Proposition d'affectation du résultat

L'exercice clos le 31 décembre 2018 se traduit par un bénéfice de 9 387 142 €, en hausse de 895 K€ (+10,5%) par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2017, que nous proposons d'affecter de la manière suivante :

- 495 533,01 € (5,3%) au compte « réserve légale »,
- 8 891 608,99 € (94,7%) au compte « dividende ».

XI - DIVIDENDES

Concernant l'exercice clos au 31 décembre 2016, des dividendes ont été versés pour 8 827 640,58 €, soit 1,38€ par action.

Concernant l'exercice clos au 31 décembre 2017, des dividendes ont été versés pour 8 060 019,66 €, soit 1,26€ par action.

Concernant l'exercice clos au 31 décembre 2018, nous proposons, conformément à la proposition d'affectation du résultat ci-dessus de procéder à la distribution en 2019 de dividendes d'un montant de 8 891 608,99 € soit 1,39 € par action (6 396 841 actions).

XII - CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L.227-10 DU CODE DE COMMERCE

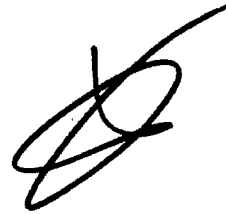
Dans les sociétés unipersonnelles, le Commissaire aux Comptes de la société n'a pas à établir de rapport sur les conventions visées à l'article L.227-10 du Code de Commerce et, en conséquence, l'Associé Unique n'a pas à statuer sur ces conventions, lesquelles doivent toutefois être mentionnées sur le registre des décisions de l'Associé Unique.

Nous vous demandons de prendre acte qu'aucune nouvelle convention telle que visée à l'article L.227-10 du Code de Commerce n'a été conclue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, ce dont le Commissaire aux Comptes a été informé.

Nous vous invitons enfin à adopter les décisions qui vous sont proposées.

Nous nous tenons à votre disposition pour vous fournir tout complément d'informations et vous remercions de votre confiance.

Le Président du Directoire
Frédéric DIVERREZ

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'F' and 'D' intertwined, with a long horizontal stroke extending to the right.